



HAL
open science

Quel rôle pour l'expert (le géographe) dans les processus d'aide à la décision : l'exemple de la propreté urbaine dans les villes méditerranéennes ?

Frederique Jacob

► To cite this version:

Frederique Jacob. Quel rôle pour l'expert (le géographe) dans les processus d'aide à la décision : l'exemple de la propreté urbaine dans les villes méditerranéennes ?. Global Governance for Sustainable Development The Need for Policy Coherence and New Partnerships, Jun 2008, Geneve, Suisse. hal-02314968

HAL Id: hal-02314968

<https://hal.science/hal-02314968>

Submitted on 14 Oct 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

12th EADI General Conference
**Global Governance for
Sustainable Development**

The Need for Policy Coherence
and New Partnerships



Lorsque les discours ne s'emboîtent pas ! De la prise en compte du découpage spatio-temporel de la ville pour une plus grande pertinence de l'information

Author:	Frédérique Jacob
Institution:	Chercheure associée CNRS – UMR ESPACE 6012 – Site d'Aix en Provence (France)
Address:	30 chemin d'arbron 74120 Demi Quartier (France)
E-mail:	Frederique.jacob@wanadoo.fr
Telephone:	0033 (0) 4 50 58 97 93

Abstract

Le défi du maintien de la propreté urbaine auquel sont confrontés les édiles municipaux et les divers acteurs de sa réalisation montre la difficulté de diffuser une information recevable en tout point de l'espace urbain et assimilable par tous les usagers. A priori, régler le problème est simple : installer le maximum de réceptacles à déchets, et les collecter régulièrement. En réalité, la complexité est majeure. Les facteurs qui entrent en jeu dans l'action de respecter la propreté urbaine sont multiples et brouillent la réalité de l'information. Diffuser l'information ne semble pas suffisant, il faudrait pouvoir évaluer son impact et sa pertinence en tout lieu de la ville et sa réelle intégration dans les représentations et les pratiques.

La diffusion de l'information n'est pas isomorphe, ses impacts sont spatialisés. Ainsi, une même campagne d'information pour toute une ville peut s'avérer contre-productive. A Séville la société Lipasam a communiqué sur la responsabilisation de tous face aux maintien de la propreté de la ville, indiquant que les employés ne pouvaient être derrière tous les Sévillans. Le message a renforcé la visibilité des actes dits d'incivilité, et a corroboré les représentations négatives d'un quartier qui ne les méritait sans doute pas. La valeur symbolique du message a généré une réaction qui, amplifiant un processus de représentations négatives, n'a pas permis l'appropriation objective du lieu et le respect de celui-ci.

L'imbrication entre l'information et la différenciation spatiale urbaine devrait devenir essentielle. L'espace urbain est fragmenté, les pratiques urbaines le sont aussi, l'information devrait couvrir ce maillage et respecter les individualités par l'acceptation de l'autonomisation et l'atomisation des acteurs de ces mailles.. Ainsi en Médina de Fès (Maroc), les femmes ont longtemps tenu le rôle de formation aux pratiques de propreté de la ville auprès des femmes issues des campagnes, les hommes réglant les éventuels conflits. Aujourd'hui, les néo-urbains ne passent plus par la médina, mais s'installent en périphérie de la ville et ne reçoivent plus cette nécessaire éducation à la ville . Ils n'acquièrent pas les rudiments pour le maintien de la propreté urbaine et leurs pratiques sont inappropriées. Ils jettent les déchets alors qu'il faudrait les évacuer (en décharge) comme en médina et même les éliminer (en incinérateur) à l'instar des villes européennes. Les habitants de Fès (Maroc) sont révélateurs de pratiques spatio-temporelles distinctes et sont, de fait, « mal » réceptif à un discours unique et homogène.

Pour faire accepter une information à des acteurs divers, il faudrait accepter la reconnaissance d'un espace transitionnel, intermédiaire entre la réalité intérieure et la réalité extérieure. Un espace illusoire, ni tout à fait réel, ni tout à fait imaginaire mais un lieu de rencontre où les deux réalités interfèrent. Un espace où l'on n'aborde pas nécessairement la responsabilisation mais l'autonomisation des personnes. Ce « doudou spatial » qui permettrait, à tout acteur, de prendre conscience de ses pratiques et de leurs conséquences.

L'émergence de nouvelles méthodologies, tels les systèmes multi-agents, les jeux de rôles qui prennent en compte les différents types d'acteurs et reconnaissent leurs spécificités, concoure à solutionner les difficultés pour la compréhension de

l'information et l'acceptation du consensus et ce, aux différentes échelles. L'information pourrait devenir opérationnelle si elle s'intégrait à un vécu et, si elle pouvait être transférée au reste du monde, en participant à la socialisation de tous. C'est l'enjeu de la gouvernance de faire en sorte que le collectif l'emporte sur l'individualisme, mais dans le respect de la prise en compte de l'individu à travers la formation / information qui lui est donné..

Lorsque les discours ne s'emboîtent pas ! De la prise en compte du découpage spatio-temporel de la ville pour une plus grande pertinence de l'information

Quel rôle pour l'expert (le géographe) dans les processus d'aide à la décision : l'exemple de la propreté urbaine dans les villes méditerranéennes ?

La gestion de la propreté des villes est devenue une question universelle. La concentration des hommes et des activités génère de plus en plus de déchets et altère l'état de propreté de la ville. La propreté est devenue plus ou moins consciemment un bien public à gérer, monnayable directement ou indirectement. A ce titre, la réponse à la demande de propreté doit être locale mais aussi globale, au niveau de toute la ville. Quel peut être le rôle du géographe face à cette demande sociale ?

Rendre la ville propre semble aisé : installer des poubelles et des conteneurs, le plus de poubelles et de conteneurs possible dans la ville et organiser la collecte. Ce faisant, ne serait-ce pas négliger le sens que les populations, résidentes ou non, donnent au lieu ainsi qu'à leurs représentations de la propreté ? Ne serait-ce pas omettre les particularités de chacun, nier la complexité de la représentation de la propreté. ?

Il n'existe aucun critère quantifiable, *a priori* et en aucun cas, le rapport entre nombre de réceptacles par rapport au nombre d'utilisateurs ne semble suffire. C'est, aussi, faillir dans l'analyse de l'information. La population est de plus en plus informée (mais pas forcément mieux informée), elle aspire à plus de participation citoyenne. Cette ingérence de la gouvernance modifierait les règles de jeu de la vie politique, elle tendrait à prendre en compte les intérêts de chacun pour favoriser le bien de tous. Mais, ceci crée des nouvelles problématiques et nécessite d'adapter les méthodes existantes. Ceci nécessite de s'interroger sur l'impact du géographe dans le processus d'aide à la décision : intervenir comme géo-expert ou géo-gouvernant ?

Le concept de propreté illustre ce renouveau conceptuel et méthodologique. Il conviendrait de l'appréhender en tenant compte de l'importance de la notion d'échelle, en analysant les liens signifiant – signifié, en recourant aux théories de la complexité et de la systémique, de la simulation à base d'agents. Ce n'est pas tant la décomposition des actes mais bien le comportement de l'acteur et/ou du groupe d'acteurs que nous tentons d'appréhender non pas pour prédire le comportement mais bien pour créer des réseaux décisionnels et participer à la recherche d'un consensus.

Le sens des lieux : bilan des représentations et des pratiques pour une bonne gouvernance

La propreté, qualité de ce qui est net, exempt de saleté, est évolutive en fonction des connaissances scientifiques, technologiques et culturelles. Chaque acteur attribue une signification particulière à un espace, qu'il territorialise, la propreté entraîne et participe à cette territorialisation et vice-versa. A l'échelle de la ville, il est probable que les actions et les

pratiques des usagers varient en fonction des lieux où ils se trouvent. L'état de propreté dépendrait de chaque observateur et du lieu où il se trouve dans la ville. La propreté est donc à la fois empreinte et matrice.

Les diverses implications de la propreté urbaine

Une représentation, sous la forme de modèle graphique (figure 1 ci-dessous), rend intelligibles toutes les connotations et leurs implications et permet de mettre en évidence une première mise en ordre du concept spatial de propreté urbaine.

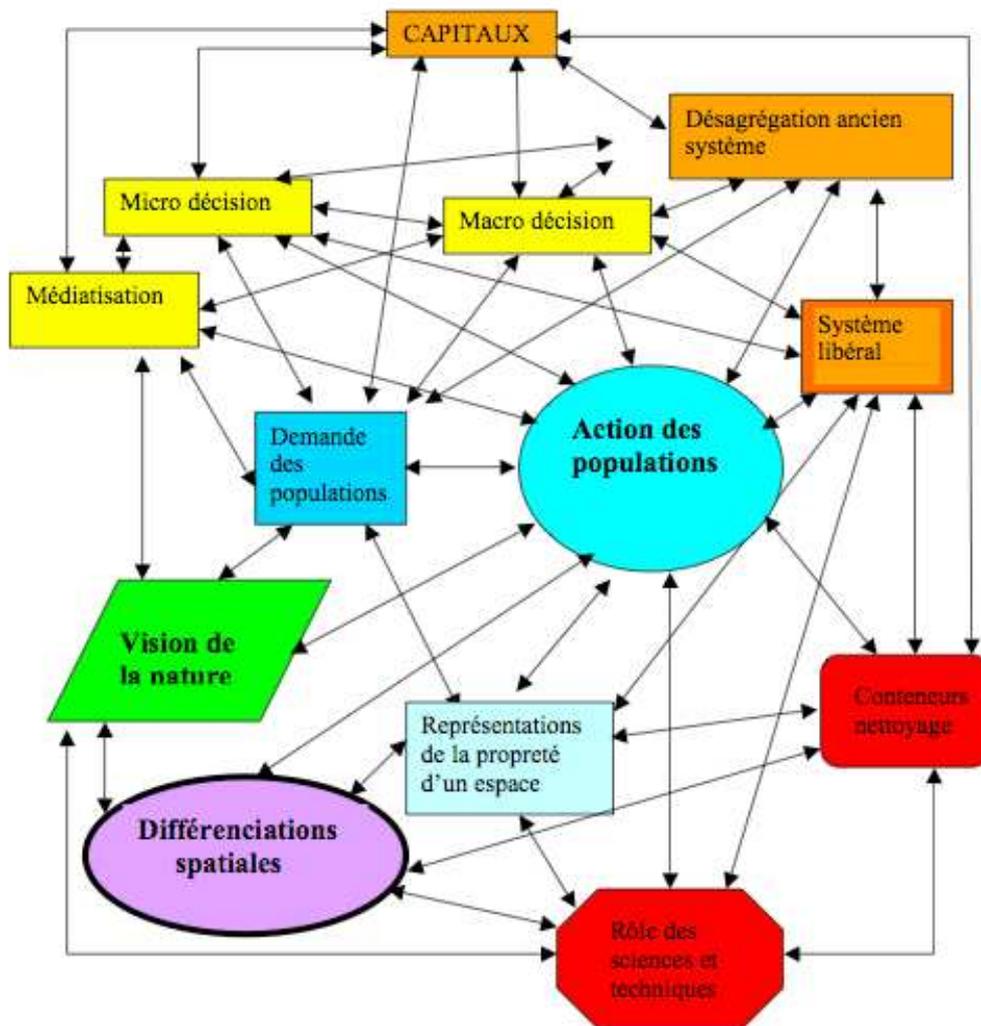


Figure 1 : modèle graphique : les diverses implications de la propreté urbaine

La *demande* de propreté est sans doute aussi vieille que la ville. Une ville propre semble garante d'un ordre, d'une certaine sécurité et d'un cadre de vie agréable. Plusieurs pratiques

semblent se succéder et parfois cohabiter : Les habitants agissent pour le maintien de la propreté mais les *actions* sont dépendantes de *représentations*, d'appropriation des espaces, de la bonne compréhension des normes et des besoins. Des actions dépendantes aussi d'une culture appropriée, spatio-temporelle, et notamment de la *vision de la nature*. Les élus, représentants de la population, contribuent à répondre à cette demande en fixant, à diverses échelles administratives (*micro et macro décision*) des lois, des décrets ou des arrêtés municipaux auxquels chacun doit se conformer. La prise de décision politique est donc le résultat d'une adéquation entre une demande, qu'il faut néanmoins déterminer car elle souvent diffuse, un coût qu'il faut évaluer et une offre technique, composante du *rôle des sciences et des techniques* qu'il convient d'analyser. Ainsi, dans de nombreuses communes, la collecte au porte à porte est en train de disparaître au profit de l'installation de *conteneurs* ou de l'installation de points d'apport volontaire. Le *nettoyage des rues* est de plus en plus mécanisé afin de diminuer le coût en diminuant la masse salariale. Les *capitaux* ont donc un rôle fondamental dans le maintien et la gestion de la propreté de la ville. L' élu doit donc résoudre la difficile équation de satisfaire ses concitoyens, tout en respectant les orientations budgétaires et en sélectionnant parmi les propositions techniques existantes sans oublier de faire connaître aux futurs électeurs l'étendu de ses réalisations au service de la communauté (marquage des matériels et des hommes aux couleurs de la communauté de communes, l'utilisation du site Internet ou des journaux municipaux). Dans un contexte de remise en cause d'un *ancien système* plutôt social, que l'on a pu appeler *l'état providence*, remplacé par un *système libéral* qui s'inscrit dans le processus de mondialisation, le choix des élus s'oriente, de plus en plus, vers des sociétés privées multinationales) qui tendent à uniformiser les pratiques de nettoyage et de collecte des ordures et de *médiatisation* quant aux bonnes pratiques en matière de maintien de propreté de la ville. Ces sociétés privées trouvent dans les collectivités locales leurs principaux débouchés et clients. Elles doivent assurer un lobbying (création de besoins nouveaux, segmentarisation du marché,) tout en respectant la compétitivité et la recherche du profit.

Du microscopique (l'acteur) à l'agrégat (somme d'individualités)

Lors d'une recherche récente sur l'état de propreté dans les villes méditerranéennes¹, nous avons enquêté auprès d'un échantillon de personnes résidant dans les trois villes de l'étude (Fès, Marseille et Séville) les réponses au questionnaire ont permis de prendre conscience de la diversité des représentations, des pratiques en fonction de la ville étudiée mais aussi du quartier de résidence des interviewés. Cette approche par l'espace vécu, cette micro-géographie orchestrée par le bas, telle que l'a définie J.P. Ferrier, n'évoque nullement la recherche d'une solution personnalisée. Mais, simplement de rechercher des schèmes sous-jacents

¹ Jacob Frédérique (2006) la ville méditerranéenne : approche spatiale d'une aire géographique de proximité à travers un concept producteur d'espace : la «propreté» Thèse de doctorat soutenue à l'université de Provence – site d'Aix Les enquêtes pour la ville de Séville ont été menées début novembre 2005, celles de Fès en juillet 2005 et Marseille en juillet 2006. Les contraintes liées à la durée du séjour (moins d'une semaine dans les trois villes) et au problème de traduction pour Séville et Fès ont délibérément réduit le nombre à douze personnes enquêtées (nombre égal d'hommes et de femmes, dans des lieux divers de la ville et à des moments différents de la journée). Nous rappelons que notre échantillon ne nous permet pas de repérer un comportement moyen mais bien la diversité la reconnaissance de la diversité des pratiques et des représentations. D'ailleurs, sur les 36 personnes interrogées toutes ont des profils de réponses différents. Le questionnaire soumis était constitué de 22 questions : 7 questions fermées, 7 questions dirigées et 8 questions ouvertes.

Concernant les critères de saleté, 26 ont été présentés aux interviewés. Aucune des personnes interrogées n'a cité la totalité des critères. Les réponses ont été traitées suivant les méthodes de la statistique descriptive².

Nous avons repéré que les schèmes conceptuels varient en fonction de la ville de résidence, de l'antériorité de la résidence en ville, de l'âge, du niveau d'étude mais aussi de l'état de la ville et de ses infrastructures.

Ainsi, les déjections animales ne semblent pas déranger les interviewés de Fès (Maroc). En revanche, c'est le critère le plus cité par les répondants de Séville et de Marseille. Elles gênent au plus haut point les interviewés vivant dans les villes d'Europe, ceci recoupe largement la représentation négative des gestes d'incivilité qui sont le plus fréquemment cités à Marseille et à Séville. Ce qui paraît néanmoins ressortir, de toutes les enquêtes, est une spécificité concernant la structure et les infrastructures de la ville. Tous les répondants ont fait le constat que les responsables politiques locaux ont mis en place des moyens de ramassage des ordures et de nettoyage des rues mais, ils ne sont pas tous satisfaits du fonctionnement et de la qualité du service. Enfin, la vétusté peut apparaître comme un facteur de saleté, si la patrimonialisation n'est pas réalisée, comme à Fès et à Marseille. En revanche, à Séville, le cœur historique, mis en valeur, formé d'un labyrinthe de petites ruelles, est reconnu, apprécié et n'apparaît pas sale aux yeux des répondants lorsque la rénovation a eu lieu (quartier de Santa Cruz), sinon l'état de la ville intervient (ruelles sombres et étroites, couleurs des bâtiments,...). Les hommes, plus mobiles, paraissent plus sensibles aux critères visuels (tags, aspects des rues, etc.), les femmes, semblent attentives à la présence de risques potentiels pour la santé (déjections animales, crachats, ...). Les plus jeunes montrent une sensibilité aux critères d'incivilité, les personnes âgées, peut-être nostalgiques d'une époque révolue, montrent une émotivité particulière à l'état de la ville (rénovation, réhabilitation en cours). Les personnes d'âge intermédiaire seraient attentifs aux infrastructures (efficacité du nettoyage, régularité du ramassage, adaptation des conteneurs etc.). Nous pouvons supposer que plus le temps de résidence est long, plus l'impact des infrastructures mises en place par les municipalités (nombre de poubelles, fréquence du ramassage, etc.) et leur bonne organisation est fort. A l'inverse, les personnes récemment arrivées (et les touristes) pourraient être sensibles aux éléments visibles (tags, déjections animales, papiers jetés au sol,...) et au respect de l'espace public commun.

L'espace urbain s'organise donc en auréoles qui ne sont pas nécessairement concentriques depuis l'*espace domestique* jusqu'à l'*espace fantasmé*

➤ **L'espace domestique** est celui de la maison, de l'appartement. C'est en quelque sorte la sphère privée. Celle où les pratiques sont, a priori, hors de la portée de l'autre. On peut y vivre en pyjama, en tenue négligée. La femme semble régner sur cet espace en matière de propreté.

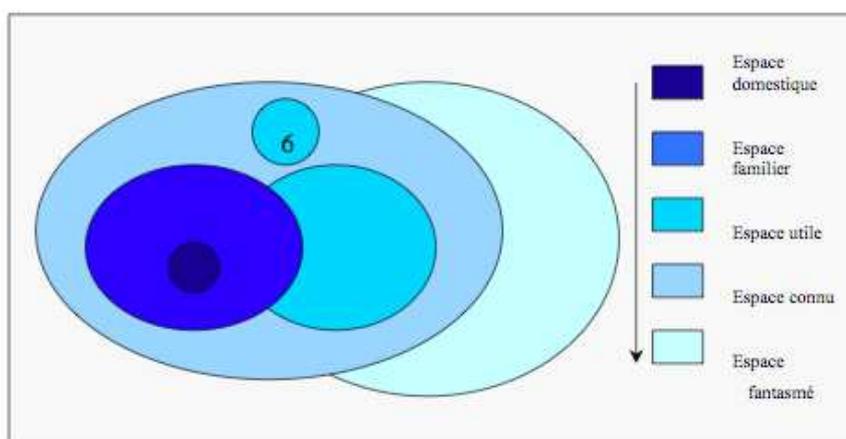
➤ **L'espace familial** est situé au-delà du seuil de la maison mais l'appropriation y reste forte. C'est l'impasse, la cour, la portion de rue que certains balayent, fleurissent. Mais, la propriété n'existe pas sur cet espace, c'est une emprise de l'espace public.

➤ **L'espace utile** est un espace pratiqué, connu, fréquenté régulièrement, soit pour le travail, soit pour les achats, soit pour la vie collective. Il inclut les sphères précédentes mais il est partagé avec de nombreuses autres personnes. La distanciation devient effective : il est éloigné géographiquement mais aussi affectivement. Il n'est plus le territoire de l'intime, mais celui de l'anonymat. Les usages et les pratiques qui en découlent vont être très variables en fonction du ressenti du lieu.

² Le logiciel sphinx a été utilisé, logiciel convivial d'analyse d'enquête qui permet de dépouiller des questions ouvertes ou fermées et de réaliser des traitements statistiques descriptives (tableaux, graphiques, ...) mais aussi des analyses bivariées et des analyses multivariées (analyse factorielles des correspondances, ...)

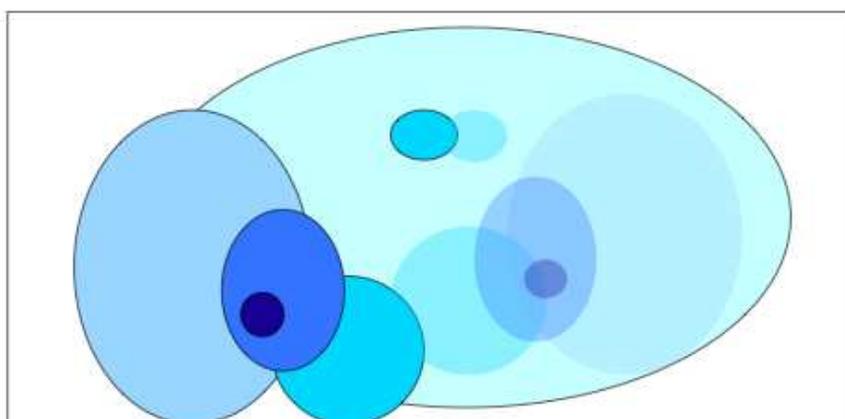
➤ **l'espace connu** est un espace fréquenté épisodiquement . On y accède pour des raisons précises et dans un laps de temps indéterminé mais plutôt court. Le respect dépend de l'utilisation et de la valeur attribuée par l'utilisateur.

➤ **l'espace fantasmé** est un espace imaginé. Les occasions de s'y rendre sont rarissimes. La connaissance du lieu relève de discours plus ou moins imaginaires, vécus puis relatés par des connaissances, véhiculés par différents médias ou des « on-dit ». A Séville, cet espace peut être le quartier « 3000 viviendas » pour les habitants du centre de la ville. A Marseille, les quartiers *Nord* pour les résidents des quartiers *Sud* ou l'inverse.



Source F. Jacob, 2006

Figure 2 : les différents espaces de la ville en fonction d'appropriation de l'espace suivant les pratiques et les représentations. La distanciation (représentée par la flèche) peut être physique (mesurable en mètres) ou humaine (fonction de l'aune qui est propre à chacun : nombre de visites, patrimonialisation, respect) .



Source F. Jacob, 2006

Figure 3 : superposition des formes d'appropriation, les différents espaces appropriés d'un habitant s'enchevêtrent avec ceux d'un autre habitant, ainsi l'espace domestique de l'un peut être l'espace fantasmé de l'autre, des espaces se recouvrent en totalité ou en partie.

La ville est la superposition, l'emboîtement mais surtout l'enchevêtrement de ces espaces. L'*espace domestique* de l'un est l'*espace fantasmé* de l'autre. L'*espace utile* devient alors complexe : *espace familial* des uns, il est aussi l'*espace fantasmé* des autres. Il est lieu de conflits d'usage, de valeurs, ce qui rend sa gestion difficile. Les pratiques diffèrent. Chaque acteur est guidé par des règles qui lui sont propres, les réactions individuelles sont variées malgré un ensemble *a priori* cohérent et invariant de règles et de normes. Ce sont ces processus qu'il convient de prendre en compte lors de la recherche du consensus.

Confrontation des pratiques entre acteurs : une nécessaire géogouvernance

Ainsi, le degré de propreté perçu ne résulte pas uniquement du rapport entre production de déchet et leur enlèvement mais aussi de la représentation et de l'appropriation de l'espace visité ou fantasmé.

L'exemple de Séville

Tantôt ville du Nord pour un Sud dominant, tantôt ville du Sud pour un Nord dominant, tantôt capitale d'un immense empire, porte d'accès au monde Sud-américain, tour à tour ville charnière, ville contact ou ville frontière, Séville offre aujourd'hui un palimpseste étonnant et intéressant, support de notre recherche pour l'affirmation d'une gestion spatialisée de la propreté urbaine.

De son passé musulman, le centre historique de Séville (le quartier de Santa Cruz) rappelle une médina : des ruelles étroites et tortueuses, bordées de maisons, aux murs aveugles, organisées autour d'une cour intérieure, le patio. Les éléments dits « *naturels* » sont quasi absents : pas de jardins, très peu d'arbres, les cours intérieures sont carrelées. Cette ville minérale, carrelée, pavée, aujourd'hui enrobée semble à l'écart des agressions de la *nature* susceptible de la salir. Dans ce quartier à vocation commerciale mais aussi récréative, culturelle, sociale, résidentielle et touristique, les efforts de la commune pour le maintien de la propreté semblent importants. Les stratégies sont maximisées et optimisées : camionnettes adaptées à l'étroitesse des rues, poubelles pneumatiques, ligne téléphonique accessible 24H sur 24, etc.

Dans ce quartier, seules les *bouches* pour l'évacuation des ordures sont visibles dans le paysage. Aucun conteneur, aucun sac poubelle n'est visible dans la vieille ville, aucune odeur de putréfaction ne s'échappe de ces réceptacles. Ce qui n'est pas le cas avec l'utilisation des conteneurs. Allier préservation patrimoniale et modernité pour le maintien de l'état de propreté est un choix qui semble judicieux. Ce recours à la modernité permettrait d'accrocher Séville aux villes du Nord de l'Europe, symboles du progrès, d'affirmer son urbanité, rappelant les riches heures de la ville et se détachant par la même de sa période sombre des siècles du déclin. Ce quartier est redevenu attractif et il est, de plus, réputé propre. Dans le même temps, les édiles municipaux ont créé une ligne téléphonique afin de signaler toute trace de saleté, les personnels intervenants rapidement en novembre 2005.

En revanche, nous pouvons nous interroger sur l'opportunité de faire disparaître toute trace de saleté, sans une évolution de la communication et le recours à d'autres formes d'information. En effet, cette exacerbation de la responsabilité de chacun ne renforce-t-elle pas la visibilité des actes dits d'incivilité sans pour autant y apporter de réponse et ceci ne se double-t-il pas d'une mise au ban d'une partie de la population ? N'obtient-on pas le résultat inverse de celui recherché : ce quartier est visiblement propre mais les conséquences des actes dits d'incivilité (jets de papier, crachats, déjections animales, etc.) sont exacerbés. L'action positive du choix des poubelles pneumatiques paraît occultée par le discours médiatique de la Lipasam (en novembre 2005) « *no podemos estar destras de todos. Pensialo !* »³ L'information ne paraît

³ « nous ne pouvons être derrière chacun de vous. Pensez y »

pas lutter contre des fantasmes immanents, issus d'époques révolues mais bien renforcer des valeurs éthiques mal fondées. La valeur attribuée à l'état de propreté d'un lieu est fonction de la satisfaction que l'on en retire. C'est cette valeur qui a, sans doute, une incidence sur les pratiques des acteurs, mais qui peut résulter de contradictions entre les aspirations individuelles, celles des groupes sociaux et celle de la société.

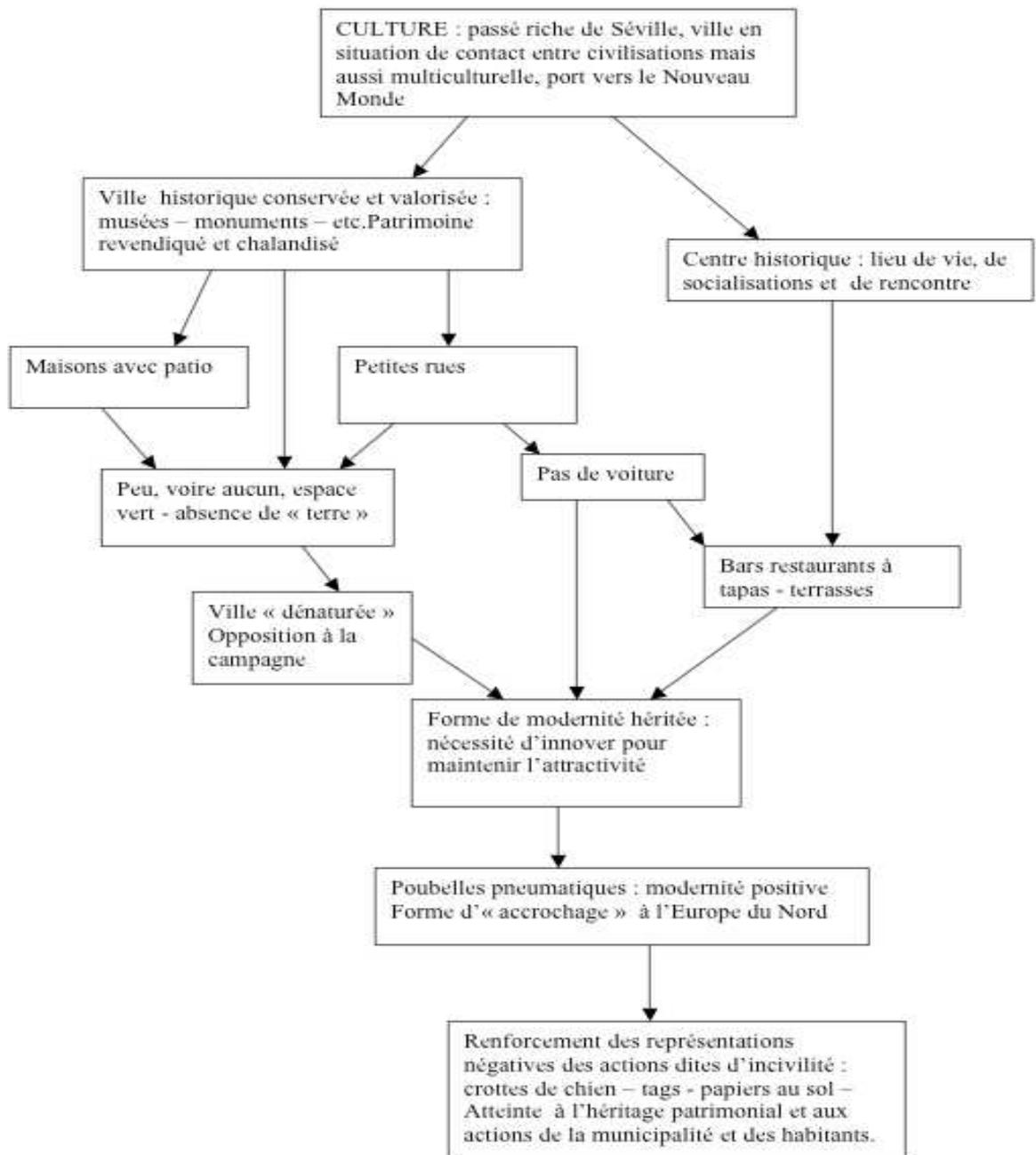


Figure n°4 : schéma explicatif sous forme d'organigramme de l'importance de la prise en compte des spécificités d'un quartier et de ses habitants pour l'amélioration de l'état de propreté

Les autres quartiers centraux, hors les murs de la cité mauresque, sont en cours de rénovation et de réhabilitation. L'habitat demeure, encore pour un temps, populaire. Les petits cafés et les marchés de quartier sont là pour rappeler cette prégnance d'un habitat populaire. Mais, en matière de propreté, les façades des immeubles n'ont pas toutes été ravalées, elles demeurent sombres. Des espaces sont en déshérence ou en recomposition (placettes, impasses, ...), dans ces espaces marginaux sont abandonnées des épaves servent de dépotoirs, les murs sont couverts de tags et de graffiti. Les chantiers encombrant les rues, échafaudages, bennes à détritiques encombrant les trottoirs et les chaussées. La mairie a fait le choix d'installer des conteneurs, choix économique moins onéreux que les poubelles pneumatiques. Nombreux, ils sont installés le long des trottoirs, sur les voies de circulation en lieu et place du stationnement automobile. Très fréquents dans toutes les villes et villages d'Europe, ils sont adaptés à une normalisation définie par les sociétés d'évacuation des ordures. Leur vocation première est de stocker les détritiques à moindre coût, mais les couvercles ne sont pas toujours rabattus, ils débordent, de mauvaises odeurs s'en échappent. Ils peuvent être déplacés, renversés par le vent. Enfin, leur nettoyage est souvent bâclé. Ne participent-ils pas au renforcement de la représentation de la saleté de la ville plutôt qu'à celle de la propreté ?

Ce choix du conteneur est conforté en banlieue (sauf dans un quartier où les poubelles pneumatiques ont été installées). Aux dires du responsable de la propreté urbaine en novembre 2005, ils sont si nombreux que leur nombre est inconnu de ses services. L'action de la LIPASAM est médiatisée : conteneurs estampillés « Sevilla limpia – Lipasam », camionnettes siglées, personnels visibles, etc. Nous pouvons nous interroger sur ses actes renforcés et sur leur réelle efficacité dans les représentations des habitants de Séville. Ne créeraient-ils pas, comme le montre la figure ci-dessous, l'effet inverse ? C'est-à-dire une exacerbation de conflits d'usage. Un premier exemple pourrait être illustré avec les voitures (assimilation saleté et pollution), mais aussi dans le respect de l'utilisation du conteneur par les habitants et le mauvais entretien par la Lipasam (conteneurs qui débordent, sales, malodorants, mobiles), enfin, la valeur attribuée par les usagers à l'espace où sont installés les conteneurs (nombreux détritiques déposés à côté, à l'image d'une décharge sauvage). Ainsi, dans ces quartiers *non centraux*, certes l'impact des gestes dits d'incivilité sont gommés, mais les représentations négatives de l'état de propreté sont renforcées. Elles le sont d'autant plus lorsque les habitants de certains quartiers, dont les pratiques en matière de respect de la gestion de la propreté n'entrent pas dans la norme dite générale en tout cas dominante, sont fustigés (les habitants du quartier *1000 viviendas*) qui ont une relation à l'urbain différente, car leur relation à la nature est aussi vraisemblablement à un référent spatio-temporel autre.⁴ On atteint là les limites du discours unique en tous points de la ville.

⁴ Jacob F ; op.cit

nous avons montré la superposition de pratiques différentes en matière de propreté pour la ville de Fès (Maroc). Les habitants issus de l'exode rural récent et qui n'ont pas vécu en médina n'ont pas reçu d'éducation à la ville et à ses règles. Ils suivent un modèle que je qualifie de *modèle rural* qui diffère de celui de la médina que je qualifie de *modèle urbain traditionnel*. Enfin, les classes sociales qui résident dans les nouveaux quartiers de Fès et qui sont en contact avec le monde occidental adhèrent au *modèle urbain moderne*. Chacun possède des pratiques particulières pour le maintien et la gestion de la propreté. Ces pratiques cohabitent sans que les responsables municipaux n'en tiennent compte.

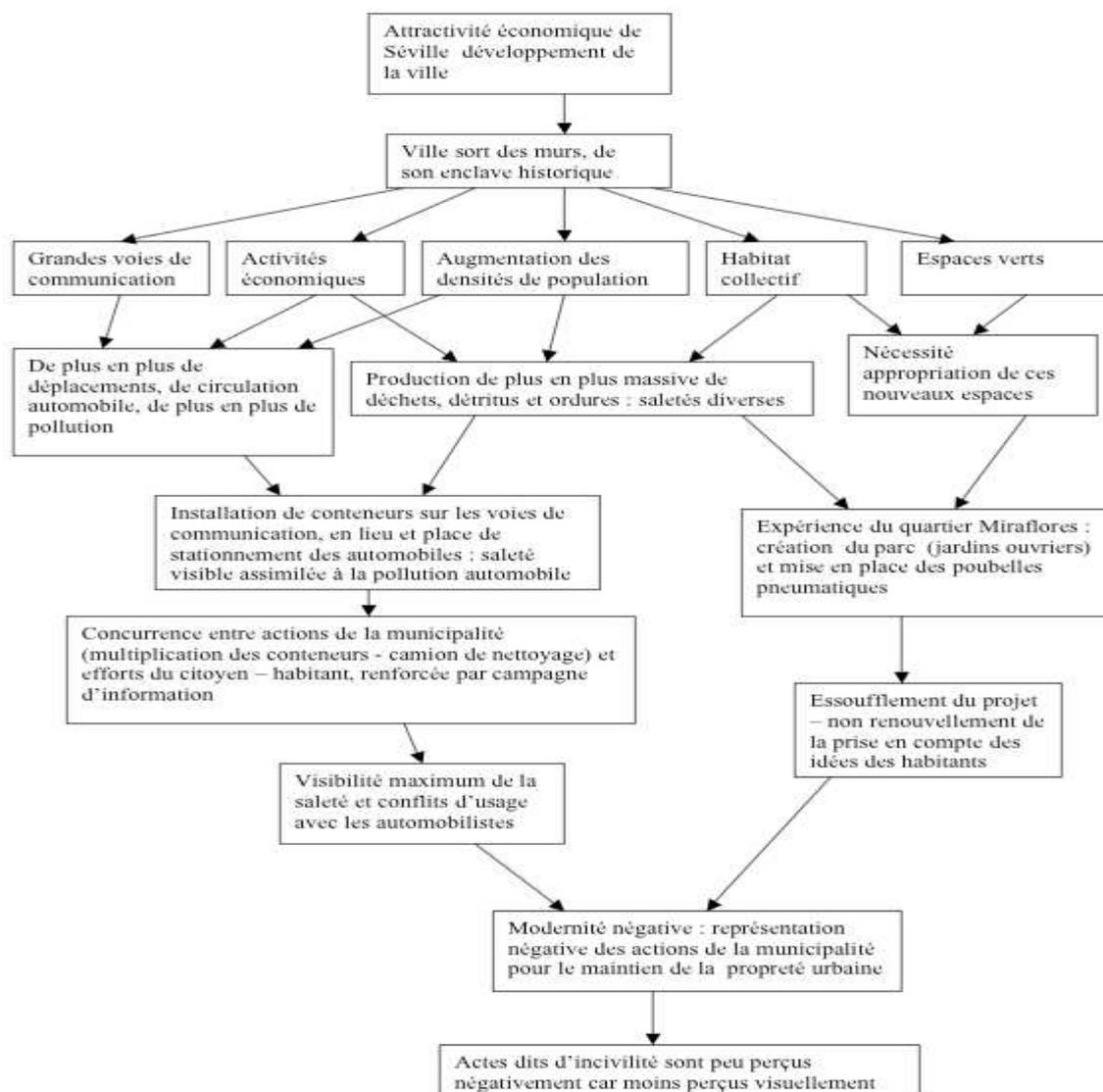


Figure n° 5 : schéma explicatif sous forme d’organigramme montrant les incidences de la politique sectorisée du maintien et de la gestion de la propreté de la ville

D’après l’étude menée à Séville, on constate que les édiles locaux ont mis en œuvre une politique de gestion de propreté urbaine qui renforce *l’évacuation des débris* hors de la ville selon deux systèmes : la poubelle pneumatique et le conteneur. Ceci pour combattre une pratique *a priori* ancestrale mais éthiquement dépassée : le débarras de débris. Comme l’indique le schéma ci-dessous, *se débarrasser d’un débris* consiste à l’éloigner de son lieu de production (recherche d’espaces plus ou moins éloignés spatialement ou dévalorisés géographiquement : l’interstice, le caniveau, etc.), ce qui permet de rendre invisible le débris. Cette notion d’*invisibilité* est d’ailleurs renforcée par l’action de biodégradation. Dans nos sociétés contemporaines occidentales, cette pratique est dévalorisée, suspectée d’incivisme. Elle est donc systématiquement exacerbée. On lui préfère l’évacuation et même l’élimination (grâce au tri notamment qui apporte de la valeur ajoutée au déchet). Pour évacuer le débris, dont se chargent des sociétés spécialisées, il faudrait *multiplier les points de collecte* : les poubelles, les conteneurs, les points d’apport volontaire. Cette implantation s’effectue selon le respect d’une maille la plus petite possible pour encourager l’usager à utiliser le réceptacle et ne pas privilégier le jet sur la voie publique, ce qui revient à l’action de

débarras aujourd'hui décriée). Mais, au lieu de soustraire au regard la saleté, elle est rendue visible car omniprésente. Ces deux actions semblent s'annihiler et même renforcer les représentations négatives de la gestion du maintien de la propreté.

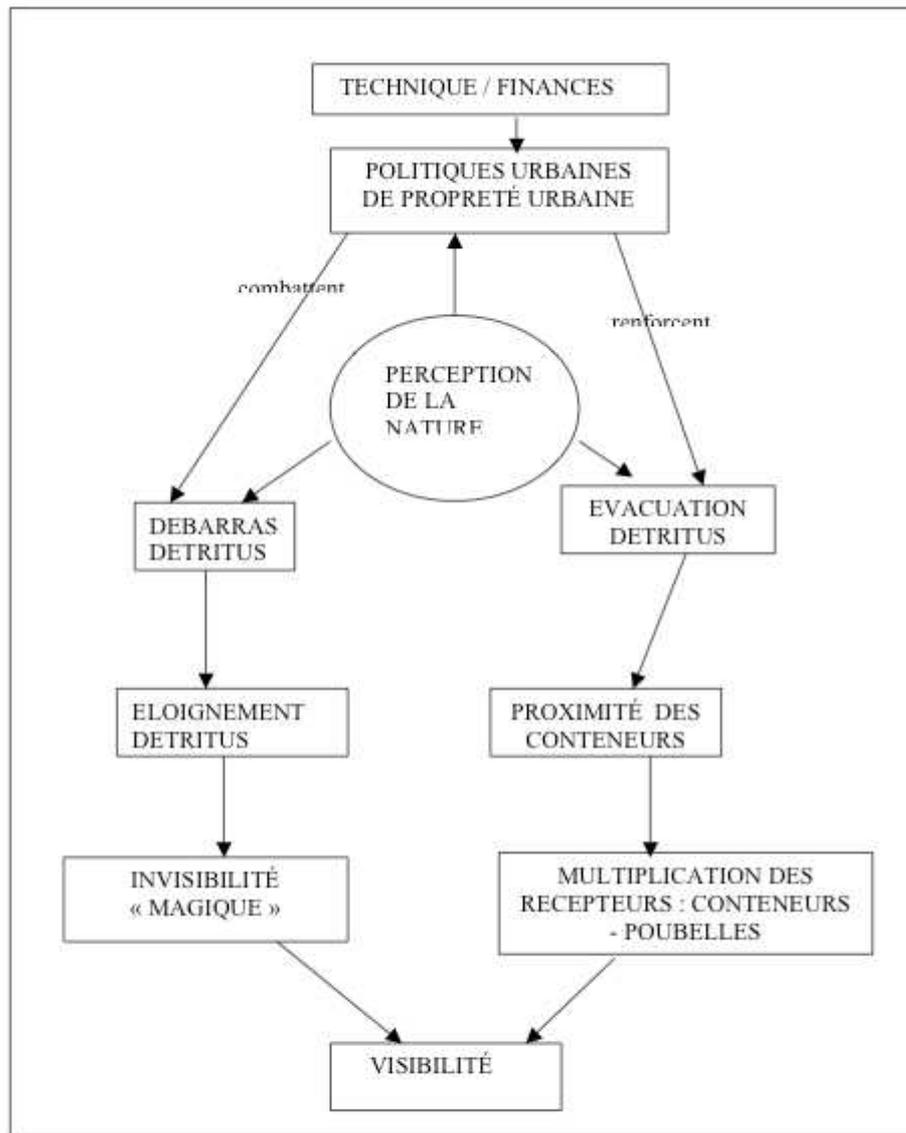
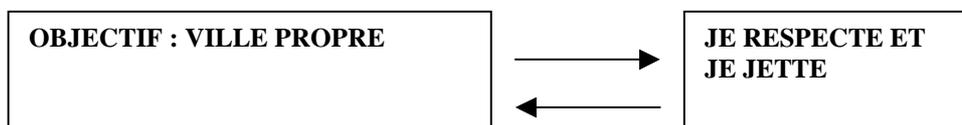


Figure n°6 : modèle graphique : les choix peuvent entraîner un effet inverse de celui qui est attendu, au lieu de faire disparaître le débris, elles renforcent leur visibilité

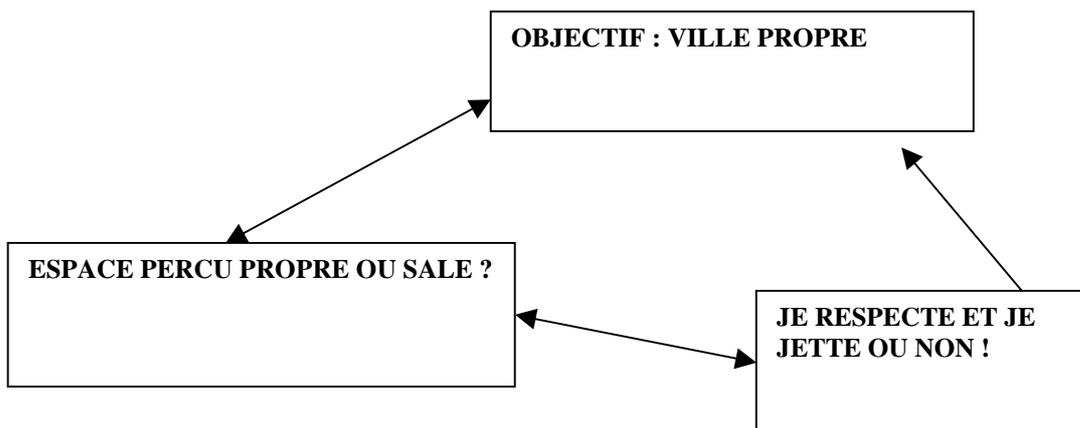
Quelques pistes pour plus de propreté des villes : une gouvernance spatialisante

Lorsque le lien social n'arrive plus à jouer son rôle modérateur entre les individus, chacun se projette dans un groupe référent, seul respectueux des bonnes manières et rejette les autres groupes. Qui plus est cette appartenance renforce l'attachement à un territoire d'une part et la conscience d'un intérêt collectif d'autre part.

Ce n'est pas tant l'objet qu'il faut étudier mais bien la relation à cet objet. Il ne suffit pas seulement de savoir quelles sont les quantités de déchets à évacuer, ni comment mais il faut aussi connaître les déterminations culturelles, sociales, historiques des représentations de chacun. C'est cette inférence⁵ cette mise en relation entre le donné optique avec le stock d'information qui dépend de la mémoire, qui crée notre représentation de la propreté et non pas le réel risque sanitaire. Le respect de la propreté n'est pas seulement un relation transitive : pour une ville propre je jette.



La difficulté vient d'un troisième pôle : la représentation de l'espace qui intervient sur l'action. Un espace mal perçu, où l'effort peut apparaître inutile crée une causalité non linéaire négative, entraînant une détérioration de l'état de propreté



Malgré tous les efforts de la municipalité, pour la gestion de la propreté de la ville ou d'un quartier, ceux-ci peuvent rester vains et n'avoir aucun effet. Un inventaire des pratiques induites par les aménagements décidés par les acteurs locaux ou nationaux (au travers des lois, des directives ou des arrêtés) et comparées aux pratiques induites par la tradition et l'éducation pourrait s'avérer instructif et révélateur de dysfonctionnements ponctuels ou généraux.

⁵ Berque A.

L'état de propreté considéré comme un indicateur spatial de la gestion durable de l'espace urbain

Le maintien de la propreté urbaine des villes méditerranéennes, doit répondre aux besoins du présent, sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs.⁶ Il serait nécessaire définir des stratégies et des mesures à prendre pour limiter les risques liés à l'absence de propreté, parmi tous les exemples, l'évacuation des eaux usées et des ordures ménagères, le contrôle de l'hygiène, la gestion et le devenir des espaces...

L'approche géographique d'une gestion durable de la propreté urbaine doit se référer à des modèles de développement organisant la gestion des facteurs quantifiables de la propreté appuyée sur une activité humaine simpliste telles que les origines objectives de la saleté :

- ✓Le jet de divers détritiques sur la voie publique, soit depuis la maison, soit lors de déplacements dans les rues, soit lors d'activités professionnelles.
- ✓les sacs poubelles débordants, éventrés.
- ✓les conteneurs détériorés, brûlés, mal adaptés.
- ✓les déjections animales.
- ✓des éléments « naturels » qui accentuent les effets de la saleté: chaleur qui développe les odeurs, vents qui dispersent les détritiques, manque d'eau.
- ✓le choix des couleurs des façades des maisons, l'absence de ravalement et de l'entretien des bâtiments
- ✓le revêtement des trottoirs quand il existe, la couleur, le relief, la forme.
- ✓les habitudes de nettoyage, utilisation de l'eau, du balai ou de méthodes plus modernes (jet haute pression, balayeuse.)
- ✓de la forme, la taille, la fréquentation et l'orientation des rues qui peuvent aussi accentuer les effets de la saleté

afin d'instaurer, en tous lieux de la ville et pour tous ses habitants :

- un développement territorial complexifié intégrant le social, le culturel, le politique, l'historique mettant l'accent sur le qualitatif, les permanences et les changements
- une prise en compte des origines subjectives de la saleté, dépendantes de la perception des individus, le regard de l'autre lors de certaines actions (crachat, jet de papier, etc.)
- le rôle et la perception du détritiques, son éventuelle réutilisation par d'autres
- toute association subjective d'éléments divers : couleurs (gris, noir, sombre), odeurs (urine, poubelle), ordre/désordre
- le rôle dévolu à la rue : lieu de passage, de circulation ou bien lieu d'activités diverses plus ou moins salissantes

Dans le contexte d'une durabilité en milieu urbain suivant une éthique « territorialiste », la perspective d'une gestion de la propreté dans l'espace urbain s'inscrit dans le cadre des six principes suivants:

- ✓principe géographique de l'équité sociale pour faire face aux disparités entre les différents quartiers et assurer à chacun, où qu'il réside, les mêmes chances de satisfaire ses besoins fondamentaux : chaque quartier doit avoir accès à l'adduction d'eau, l'évacuation des eaux usées, l'installation de poubelles, le ramassage régulier des ordures ménagères, l'entretien des voiries.
- ✓principe sociologique de l'équité sociale pour faire face à l'inégalité sociale et assurer la satisfaction des besoins fondamentaux des groupes sociaux les plus défavorisés ;

⁶ Rapport Brundlandt

chacun doit recevoir une information/formation des risques encourus par l'absence de propreté et des risques encourus pour soi et la collectivité.

✓principe économique de croissance endogène pour faire face à la dépendance économique et assurer le plein développement des ressources locales ; tenir compte des potentialités des différents types d'espace de la ville, ne pas forcément rejeter en dehors de la ville les activités polluantes mais mettre en place des mesures d'accompagnement

✓principe écologique de la préservation du système naturel pour faire face à la destruction de l'environnement et limiter les risques ; former / informer les populations de leurs pratiques à risque : rejet d'huiles usagées à même le sol, jet de débris sur la voie publique, etc.

✓principe culturel de la préservation des héritages pour maintenir les marqueurs culturels du patrimoine tout en apportant des solutions nouvelles aux problèmes pérennes ; imaginer, inventer, adapter le maintien de la propreté dans le respect des espaces patrimoniaux

✓principe politique de gouvernance territoriale pour faire face à la concentration des pouvoirs et assurer les finalités précédentes dans le respect des habitants du territoire, du droit à l'information/formation du citoyen pour assurer sa compréhension des enjeux du territoire et l'associer aux décisions ; prendre en compte la culture de chacun et l'associer à la prise de décision

Révéler la complexité : privilégier les réseaux pour obtenir un consensus

Dans un souci de développement durable, la ville doit être propre en tout lieu dans un souci d'égalité spatiale. Or, les préceptes de la culture, les pratiques et la communication des collectivités territoriales ne parviennent pas à uniformiser les actes des usagers. L'individualisme latent limite les résultats.

Ceci implique l'effective association des populations locales aux décisions concernant la gestion du territoire. Lors de l'enquête, pour les trois villes retenues, il ressort que les personnes interrogées connaissent mal les campagnes d'information et ignorent les lois, arrêtés et décrets qui balisent et organisent les décisions locales et les pratiques. Il s'avère que plus les répondants ignorent les campagnes d'information, plus ils jugent l'état de propreté de la ville insuffisant. Ce qui peut être la cause de graves dysfonctionnements : les actes ne relevant d'aucune norme. A Séville, les personnes interrogées qui connaissent la campagne⁷ sont particulièrement sensibles aux actes d'incivilités. La campagne semble cristalliser les réactions qui s'avèrent contre-productives car dénonçant l'incivisme elle n'apporterait aucune solution visible sur le terrain et générerait des effets négatifs envers certaines couches de la population et pourrait suggérer de ne plus produire d'efforts. Nous pouvons en déduire que les usagers seraient plus coopératifs si, ils étaient mieux informés. Et si, ils étaient plus écoutés.

Le maintien de la propreté est la résultante de plusieurs milliers d'actes relevant comportements en interaction. Une approche utilisant l'outil multi-agents, développé par les sciences, permettrait de mettre en perspective tous les niveaux d'organisation spatiale depuis l'agent (l'acteur) jusqu'à la structure macro-géographique dépassant ainsi les modélisations classiques. Cette approche permettrait d'implémenter un monde virtuel proche de la ville référente. Par la simulation, il serait possible, après avoir identifié tous les agents, leurs pratiques en fonction du milieu où ils se trouvent, du geste qu'ils vont accomplir, dans des conditions particulières d'améliorer l'état de propreté de la ville.

⁷ Campagne d'octobre 2005 de la LIPASAM : « no podemos estar destras de todos. Piensalo ! » Nous ne pouvons être derrière chacun de vous. Pensez y » Slogan renforcé par les dessins qui montrent un employé de la Lipasam derrière chaque habitant et qui ramasse les déchets.

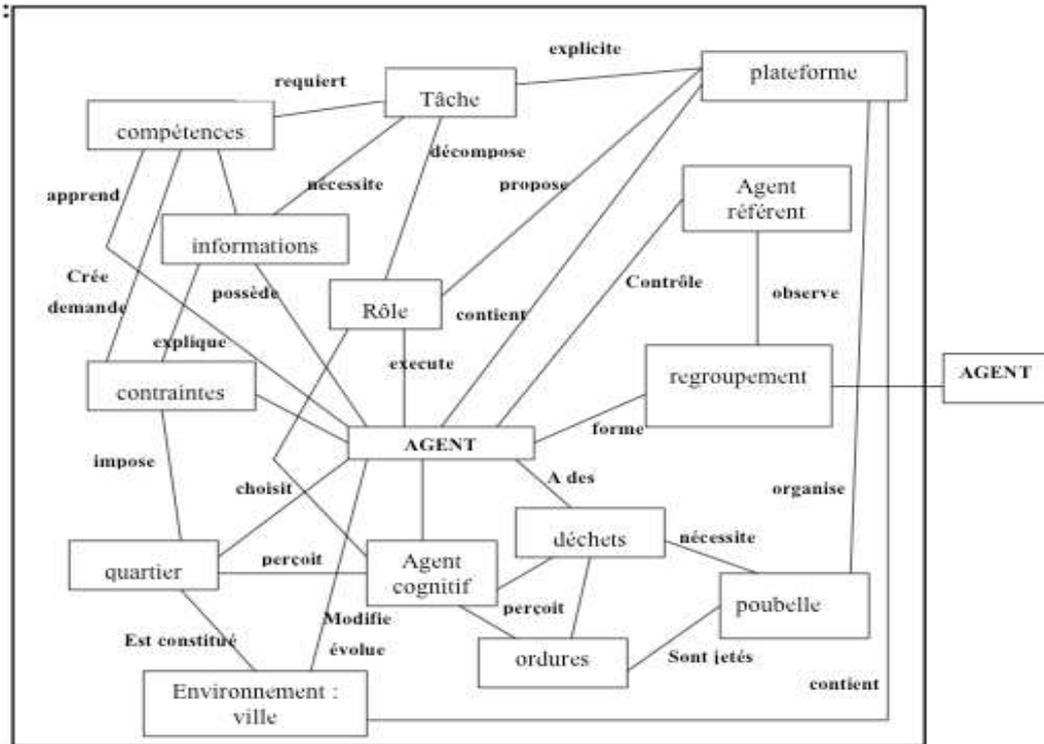


Figure n°7 : propriétés de l'agent

La nécessité d'une information / formation des acteurs de l'espace, dont les populations locales, est indispensable pour l'acceptation et la recevabilité de la prise de décision par tous. Ce long processus, qui peut utiliser divers outils de communication tel le jeu de rôle, peut alors aboutir à l'intégration d'idées d'usagers dans le projet sinon à des explications supplémentaires du projet montrant les impossibilités de prise en compte de ces mêmes idées pour atteindre la confiance et le consensus, avec l'élaboration de SMA. (Systèmes multi agents) dans le respect de l'origine géographique des habitants. L'information ne peut être isotrope en tous lieux de la ville, elle doit être spécifique à des implications spatio-temporelles définies par des études préalables des populations.

Intégrer la population au développement durable de la ville en requérant son volet social, la gouvernance, sans prendre en compte des différences spatiales à définir, comme composante essentielle du substrat social peut limiter, voire annihiler la portée de la décision politique.

Conclusion

Les villes s'uniformiseraient pour répondre à des *desiderata* devenus universels (se loger, travailler, se déplacer, communiquer, ...). Les habitants de ces villes seraient de plus en plus informés et auraient tendance à revendiquer une plus grande participation dans la gestion de leur espace de vie et un plus grand partage du décisionnel. Un inventaire des pratiques induites par les équipements ne serait pas inutile : La dimension spatiale ne saurait être occultée, elle n'est pas optionnelle, comme ont pu le croire les édiles municipaux lors du choix de gestion de la propreté et les campagnes publicitaires.

C'est en cela que le géographe peut légitimement intervenir dans le processus d'aide à la décision. Certes, le géographe peut donner du sens à la relation acteur-territoire et cela en fonction des différentes échelles de la ville intégrant une dimension spatio-temporelle aux phénomènes. Mais, cette appréhension du prisme spatial ne permet pas d'occulter le rôle majeur de l'acteur et de sa volonté d'adhérer au consensus en fonction de l'information et / ou de la formation qui est en sa possession. C'est en ce sens que le géographe pourrait ne plus nécessairement apparaître comme l'expert. Celui qui est susceptible de valider et de justifier la décision de l'élu (même si celle-ci relève d'une participation active et reconnue de tous les acteurs) mais bien celui qui permet la confrontation des tous les acteurs. Il saurait être celui qui révèle l'existence de *réseaux*⁸ qui permettraient d'admettre le partage de la décision, qui feraient l'approbation, voire l'agrément et la reconnaissance de l'autorité de l'une des parties, celle qui doit faire appliquer et respecter la norme. Nous montrons, sur le schéma ci-dessous, les deux faces de l'intervention potentielle du géographe. Dans les deux cas, il est fait référence à ses spécificités : la *connaissance des acteurs, l'utilisation d'outils*. Mais, dans un cas, son savoir légitimise le processus de décision ; dans l'autre, il l'accompagne en facilitant le partage du processus délibératif .

⁸ Nous entendons par réseau la mise en place de liaison, à l'image d'une fibre optique, qui devient de plus en plus puissante à mesure que le nombre de fibres augmente, qui ne soit pas nécessairement descendante ou ascendante mais bien s'enrichissant et se complexifiant au gré des apports de chacun.

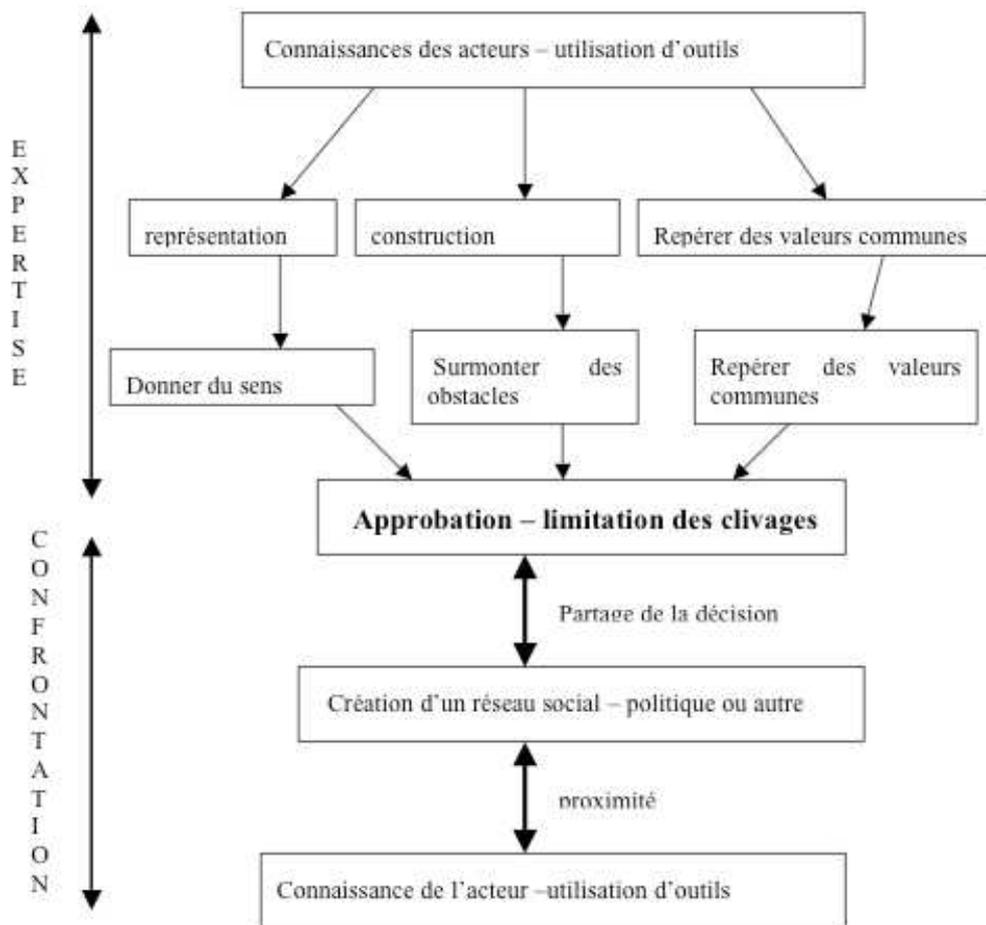


Figure n°8 : le géographe : un géo-expert ou un géogouvernant ?

Pour faire accepter une information à des acteurs divers, il faudrait accepter la reconnaissance d'un *espace transitionnel*, intermédiaire entre la réalité intérieure et la réalité extérieure. Un espace illusoire, ni tout à fait réel, ni tout à fait imaginaire mais un lieu de rencontre où les deux réalités interfèrent. L'espace virtuel sur lequel est implanté un système multi-acteurs ramené au réel. Un espace où l'on n'aborde pas nécessairement la responsabilisation mais l'autonomisation des personnes. Ce *doudou spatial* qui permettrait, à tout acteur, de prendre conscience de ses pratiques et de leurs conséquences, d'assurer le passage d'un savoir *profane* à un savoir *fécond*. Un espace qui s'avèrerait référent pour une communication et une information efficaces, révélateur de la valeur symbolique de l'espace et transposable à des territoires plus vastes. Un emboîtement supplémentaire qui permettrait d'évaluer, pour chacun, la portée de ses actes et celle des autres, de se comprendre, de co-comprendre et de co-produire du territoire commun.

Références bibliographiques

AQUINO (D') P., ETIENNE , BARRETEAU, LE PAGE, BOUSQUET (2000) « jeux de rôle et simulations multi-agents : un usage combiné pour une modélisation d'accompagnement des processus de décision sur la gestion des ressources naturelles », Ed. CIRAD

BONNEFOY J.L.(2005) , « Etude de géographie théorique et expérimentale. » HDR Université de Provence

DROGOUL A. (1993), « de la simulation multi-agents à l résolution collective de problèmes. Thèse de doctorat de l'Université Paris VI

FERBER J. (1995) « les systèmes multi-agents, vers une intelligence collective ». InterEditions

JACOB F. (2005), « *Geographic Poubelle Situation* » IN MASSON VINCENT M. (2005) , « jeu, géographie et citoyenneté. De l'école à l'Université ». Paris : Editions Selli Arslan

JACOB F. (2006), « la propreté dans les villes. Qualifier pour quantifier, uniformiser pour individualiser ». A paraître dans les Actes du colloque GEOPOINT 2006

Urbia -2006-3, revue en ligne de l'Université de Lausanne www.igul.ch,

